



# Gilets Jaunes : retour sur la gestion de crise par le gouvernement

Actualité législative publié le **07/08/2019**, vu **1660 fois**, Auteur : [Mathilde Lambert](#)

**En novembre 2017, moins de six mois après l'élection du président Emmanuel Macron, naît le mouvement des gilets jaunes. À la racine de ce mouvement populaire, les spécialistes évoquent des raisons économiques.**

*En novembre 2017, moins de six mois après l'élection du président Emmanuel Macron, naissait le mouvement des gilets jaunes. À la racine de ce mouvement populaire, les spécialistes évoquent des raisons économiques. La longévité du mouvement s'expliquerait d'après eux par la nature évolutive des revendications soulevées. Après maints efforts de négociation, la colère des manifestants semble ne pas se dissiper.*

## Gilets jaunes : les origines de la crise

La crise des gilets jaunes aurait des origines économiques. Premièrement, le modèle économique français serait, d'après certains spécialistes un échec depuis plus de quarante ans. L'effondrement des activités industrielles qui sont passées de 22 % du PIB en 1980 à seulement 11 % aurait paupérisé non seulement la classe ouvrière, mais aussi la classe moyenne. L'absence de solutions efficaces aussi bien en matière de formation que de financement pour pallier à la dématérialisation de l'économie aurait motivé la classe moyenne à sympathiser avec les ouvriers qui furent les premiers à descendre dans les rues pour exprimer leur colère. La deuxième raison serait la dépense publique jugée colossale. Bien que la fiscalité française oblige les contribuables à des cotisations obligatoires et consistantes, les 384 milliards que représentent ces prélèvements s'avèrent insuffisants pour financer des dépenses sociales qui s'élèvent à 600 milliards ce qui implique un recours à l'imposition pour financer les dépenses d'un État qui se veut providentiel. La troisième raison évoquée serait la politique économique du président Macron qui aurait aggravé la situation. Macron est arrivé au pouvoir à un moment où l'économie française avait du mal à se relever de la récente crise économique. Certains de ses conseillers ont annoncé une croissance de 2 % pour les cinq années suivant sa prise de fonction. Ce pronostic qui s'est avéré hasardeux a très vite déçu les classes sociales qui espéraient une reprise de la croissance et l'amélioration de leur pouvoir d'achat depuis déjà cinq années. Comme le rappelle [Florian Silnicki](#), c'est un mouvement auquel on a accordé le plus de médiatisation.

## Les mesures prises par le gouvernement

Plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement Macron pour tenter de mettre fin à la crise. En faveur du pouvoir d'achat, le Premier ministre avait annoncé un plan de 500 millions d'euros pour contrer la hausse des prix du carburant. Après dix jours d'un mouvement qui était prévu pour durer une journée, le président Macron a annoncé des mesures fiscales qui tiendraient compte des coûts du pétrole afin de pallier aux hausses brutales des prix à la pompe. Un moratoire d'un semestre sur l'augmentation de la taxe carbone sans pour autant convaincre les manifestants. Le président Macron intervient le 10 décembre pour annoncer un « état d'urgence économique et social » avec des mesures telles que la revalorisation au frais de l'État du SMIC, l'annulation de

l'augmentation de la CSG pour les retraités touchant moins de 2000 euros par mois et la défiscalisation des primes de fin d'année et des heures supplémentaires. L'annulation d'une hausse probable du prix de l'électricité et la suspension du contrôle technique rigoureux pour une durée de six mois ont été annoncées. En plus de ces mesures majeures, plusieurs autres mesures telles que l'amélioration du chèque énergie, les indemnités kilométriques et diverses primes ont été proposées comme incitatifs pour mettre fin aux manifestations.

## **Mauvaise gestion de la crise ou dialogue de sourds**

La crise des gilets jaunes a-t-elle été mal gérée ou est-ce qu'il s'agit d'un dialogue de sourds ? Une chose est sûre, le président Macron a hérité d'une situation économique rendue compliquée par des décennies de mauvaise orientation. Les violences observées au cours des manifestations entre populations mécontentes et les forces de l'ordre qui semblaient dépassées par l'ampleur des casses pointent vers un dialogue où une partie (le gouvernement) fait tout pour garder le contrôle tandis que les manifestants réclament un miracle pour résoudre plus de quarante ans de mauvaises orientations économiques.